

INSEE
ÉTUDES

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

économie
conjoncturewww.insee.fr

- Régions
- Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Les publications

Début 2012 : l'activité au point mort

Face à un climat conjoncturel dégradé, l'économie française n'a cessé de ralentir depuis l'été 2011. Au premier trimestre 2012, l'activité s'est stabilisée et ce manque de dynamisme s'est répercuté sur le marché du travail. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié n'a que faiblement progressé. Les effectifs de l'industrie se sont légèrement contractés, tandis que ceux de la construction ont peiné à se redresser. Autre signe d'une conjoncture défavorable, l'ajustement des effectifs intérimaires, en cours depuis la fin de l'été 2011, s'est poursuivi. Dans le même temps, le chômage a continué de progresser. La hausse du nombre d'inscriptions à Pôle emploi est restée soutenue, notamment chez les seniors. Le taux de chômage localisé a augmenté et s'est établi à 11,3 % de la population active à la fin du 1^{er} trimestre 2012, soit son plus haut niveau depuis début 2001.

Depuis l'été 2011, l'économie mondiale doit faire face à plusieurs chocs défavorables : hausse du prix des matières premières, conséquences du Tsunami au Japon et durcissement des politiques budgétaires aux États-Unis et en Europe. Cependant, les effets de ces chocs sur les pays diffèrent. Alors que l'activité croît vivement au Japon grâce au soutien public à la reconstruction, le Royaume-Uni est en récession et la zone euro, qui subit également les tensions qui règnent sur les dettes souveraines, en

est proche. Les États-Unis et les pays émergents sont dans une position intermédiaire : leurs économies sont en croissance, mais à un rythme inférieur à celui d'avant-crise. Dans l'ensemble des écono-

Repères nationaux

	Variations annuelles (en %)	
	2011	2012
PIB (*)	1,7	0,4
Dépenses de consommation des ménages (*)	0,2	0,2
Prix à la consommation (**)	2,5	1,4

(*) Aux prix de l'année précédente chaînés - données CVS-CJO.

(**) Glissements annuels calculés au 31 décembre.

■ Prévisions issues de la note de conjoncture nationale de l'Insee.

Source : Insee

Contexte international

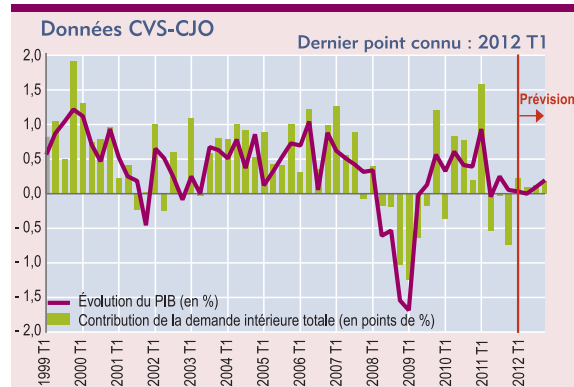
	Moyennes annuelles	
	2011	2012
Taux de change euro-dollar	1,39	1,27
Cours du baril de pétrole (brent)	111 \$	107 \$

■ Prévisions issues de la note de conjoncture nationale de l'Insee.

Note de lecture : en moyenne sur 2011, 1 euro vaut 1,39 dollar.

Source : Insee

PIB et demande intérieure totale en France



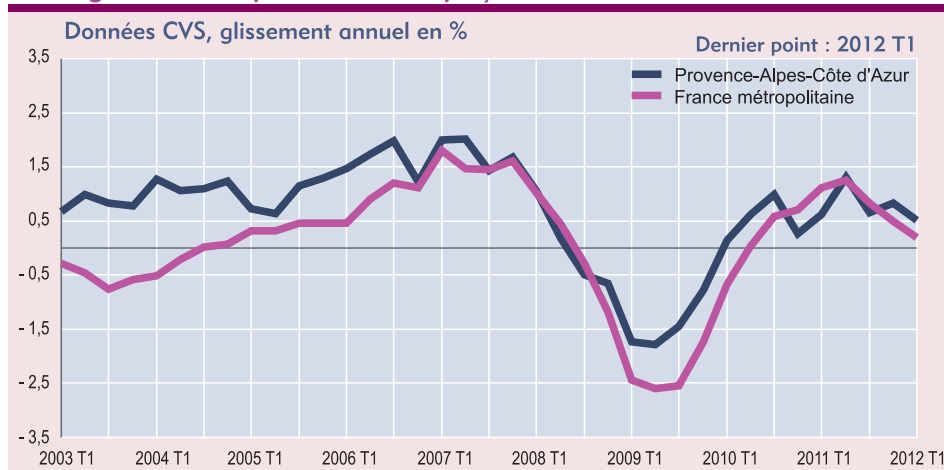
Source : Insee

mies avancées, l'activité a légèrement progressé au premier trimestre 2012 : + 0,3 % après + 0,2 % au quatrième trimestre 2011.

Dans la zone euro, les tensions financières perceptibles à partir de l'été 2011 se sont apaisées début 2012. Cette accalmie, conséquence de l'action de la Banque centrale européenne (BCE) et de la restructuration ordonnée de la dette grecque, a eu un effet favorable sur le climat conjoncturel. L'activité en zone euro s'est stabilisée au premier trimestre 2012 (0,0 % après - 0,3 %). Les trajectoires sont toutefois divergentes selon les pays. L'économie allemande a rebondi (+ 0,5 % après - 0,2 %) à la faveur du redressement de la consommation et de bons résultats à l'exportation. Dans le même temps, l'activité a continué de se replier en Italie et en Espagne.

En France, l'activité s'est stabilisée au premier trimestre 2012 (0,0 % après + 0,1 %). L'investissement s'est replié, en lien avec la faiblesse des perspectives d'activité et le resserrement des conditions d'octroi du crédit en début d'année. Contrairement au trimestre précédent, les échanges extérieurs ont contribué négativement à la croissance. La consommation des ménages a pour sa part modérément rebondi (+ 0,2 % après - 0,1 %) : la hausse des dépenses en énergie, consécutives à un hiver très rigoureux, a en effet partiellement compensé la baisse des achats de produits manufacturés, notamment d'automobiles. Le rythme actuel de consommation est cependant largement en deçà de celui qui prévalait avant crise. Le taux d'épargne des ménages a reculé pour s'établir à 15,9 % au premier trimestre

Emploi salarié dans les secteurs concurrentiels, hors agriculture et particuliers employeurs



Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs d'un trimestre aux effectifs du même trimestre de l'année précédente.

Source : Insee, Estimations d'emploi

2012 après 16,1 % au quatrième trimestre 2011. Cette baisse du taux d'épargne a ainsi amorti la perte de pouvoir d'achat (- 0,1 %) observée au premier trimestre 2012.

Sur le marché du travail, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a faiblement rebondi, après deux trimestres consécutifs de net repli. Dans le même temps, le taux de chômage a continué d'augmenter en France métropolitaine comme dans la région.

Témoins de la faiblesse de l'activité, les créations d'emploi sont peu nombreuses

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les créations d'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (58 % de l'emploi total) ont été faibles au premier trimestre 2012 (+ 0,1 %, soit 1 600 emplois supplémentaires). Sur un an, l'infléchissement de

l'emploi salarié régional s'est poursuivi : après une hausse soutenue au premier semestre 2011 (+ 1,3 %), son évolution annuelle est restée positive mais a nettement ralenti en fin d'année (+ 0,8 %). Au premier trimestre 2012, la hausse de l'emploi salarié s'est établie à + 0,5 % sur un an (soit 5 600 emplois salariés supplémentaires). Les perspectives d'activité, toujours dégradées, entretiennent ce manque de vigueur de l'emploi salarié. Au total, fin mars, la région Paca comptait 1 115 000 salariés¹. Ce niveau d'emploi est toujours nettement inférieur à celui d'avant la crise de 2008-2009.

En France métropolitaine, après deux trimestres de net repli fin 2011, l'emploi salarié s'est redressé au premier trimestre 2012 (+ 0,1 %). Ce léger rebond s'explique notamment par la stabilisation du nombre d'intérimaires, dont les effectifs s'étaient fortement contractés au second semestre 2011 (- 35 000). Sur un an, l'emploi salarié progresse de 0,2 % après 0,5 % au trimestre précédent. Ce ralentissement est de même intensité au niveau régional. Au final, 31 300 salariés supplémentaires ont été enregistrés en France métropolitaine depuis le premier trimestre 2011.

Emploi salarié par secteur d'activité

Secteurs d'activité	Données CVS				
	Emploi salarié au 1 ^{er} trimestre 2012				
	Provence-Alpes-Côte d'Azur			France métropolitaine	
	Effectifs au 31/03	Variation trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)	Variation trimestrielle (en %)	Glissement annuel (en %)
Industrie	157 424	- 0,2	0,6	- 0,2	- 0,4
Construction	109 224	0,2	- 0,9	0,4	- 0,4
Tertiaire	814 653	0,3	1,0	0,2	0,8
Commerce	238 761	- 0,2	0,0	0,0	0,4
Services	575 892	0,5	1,4	0,2	0,9
Ensemble hors intérim	1 081 301	0,2	0,7	0,1	0,4
Intérim(*)	33 751	- 1,9	- 6,2	- 0,1	- 5,2
Ensemble	1 115 052	0,1	0,5	0,1	0,2

(*) La ventilation de l'intérim par secteur utilisateur n'est pas disponible à l'échelon régional.

Note : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 31 mars 2012 à ceux du 31 mars 2011.

Source : Insee, Estimations d'emploi

La hausse du chômage s'accroît

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le taux de chômage localisé a nettement augmenté au premier trimestre 2012 (+ 0,3 point, soit 11,3 % de la population active). Il rejoint ainsi son plus haut niveau depuis début 2001. Cette hausse du chômage est également visible à travers l'augmen-

1. Champ : emploi salarié de tous les secteurs marchands, à l'exception de l'agriculture et des particuliers employeurs.

tation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : + 6,3 % fin mars 2012 par rapport à fin mars 2011, soit 22 000 demandeurs d'emploi supplémentaires. Ce rythme s'atténue toutefois en avril et mai 2012. Le constat est identique pour les demandeurs d'emploi n'ayant déclaré aucune activité : + 6,0 % sur un an, à l'issue du mois de mars 2012. D'autre part, si la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans demeure contenue (+ 4,7 %), les seniors restent les plus touchés par cette dégradation. Entre mars 2011 et mars 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a en effet augmenté de 15 % dans la région. Parallèlement, le chômage de longue durée a poursuivi sa progression, avec une hausse de 11 % du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sur la même période.

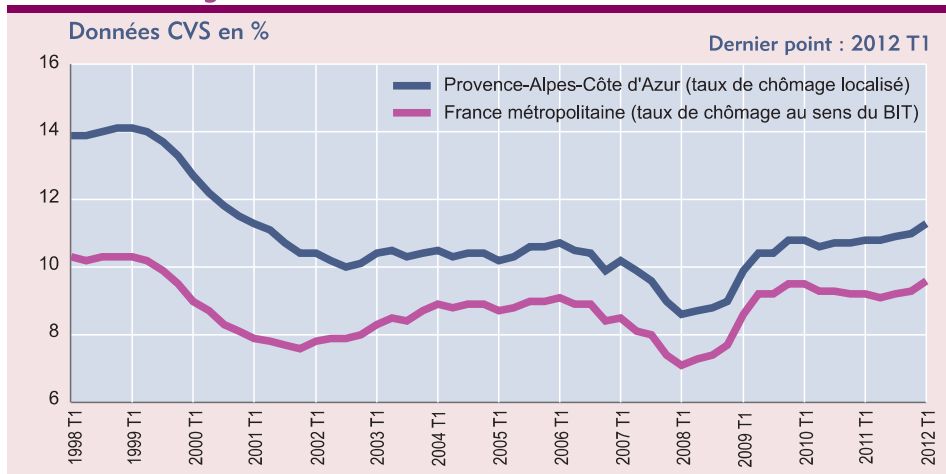
En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT a également progressé de 0,3 point au premier trimestre 2012, pour s'établir à 9,6 % de la population active. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi a été comparable à celle de la région (+ 6,4 % sur un an à la fin du premier trimestre 2012), mais ce rythme s'est accéléré en avril et en mai 2012 à l'inverse de la région.

Tertiaire : l'ajustement à la baisse des effectifs intérimaires se poursuit

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim (76 % des effectifs) a légèrement progressé au premier trimestre 2012 (+ 0,3 %), après deux trimestres de repli. Cette augmentation a uniquement concerné le secteur des services, celui du commerce s'étant légèrement contracté. Sur un an, les créations d'emploi dans le tertiaire marchand ont cependant ralenti : 7 900 postes y ont été créés depuis le premier trimestre 2011, soit + 1,0 % contre + 1,2 % au trimestre précédent.

Au niveau régional, les salariés intérimaires sont comptabilisés dans le tertiaire, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Après avoir quasiment retrouvé leur niveau d'avant crise en début d'année 2011, les effectifs de travailleurs temporaires ont de nouveau diminué fin 2011 et début 2012. Sur un

Taux de chômage



Source : Insee

an, la baisse du nombre d'intérimaires a ainsi atteint 6,2 %. L'intérim est couramment utilisé comme variable d'ajustement par les entreprises pour faire face à un retournement de conjoncture. Cette diminution des effectifs intérimaires reflète ainsi un ralentissement d'activité dans la région.

En France métropolitaine, la hausse de l'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim s'est prolongée au premier trimestre 2012 (+ 0,2 %). Sur un an, la tendance reste également orientée à la hausse mais s'infléchit : le secteur a créé 81 000 emplois (soit + 0,8 %) entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012, après + 111 000 (soit + 1,1 %) le trimestre précédent. Après deux trimestres de contraction soutenue (- 2,5 % au troisième trimestre 2011 et - 2,8 % au quatrième), la diminution des effectifs intérimaires du tertiaire a ralenti en début d'année (- 1,2 %).

En France, selon les dernières enquêtes de conjoncture dans les services, les entrepreneurs estiment que l'activité s'est récemment dégradée et révisent à la baisse leurs anticipations d'activité pour les mois à venir. D'après les chefs d'entreprise dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobiles, l'activité des derniers mois a poursuivi son ralentissement, tant dans le commerce de détail que dans l'automobile. Cette tendance se prolongerait pour les mois à venir.

Léger repli de l'emploi dans l'industrie

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi industriel hors intérim (14 % des effectifs), s'est légèrement contracté au premier trimestre 2012 (- 0,2 %). Sur un an, la progression des effectifs de ce secteur

est restée positive, mais s'est nettement infléchi. En forte croissance fin 2011 (+ 1,5 % sur un an, soit 2 300 emplois supplémentaires), les créations d'emplois industriels se sont en effet établies à + 0,6 % début 2012, soit 1 000 emplois supplémentaires par rapport au premier trimestre 2011. L'industrie aéronautique, avec notamment la dynamique de croissance d'Eurocopter, explique une bonne partie de ce résultat. À l'inverse, les effectifs de l'industrie agro-alimentaire et de l'industrie extractive, de cokéfaction et de raffinage baissent légèrement sur un an.

En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés industriels hors intérim a légèrement diminué au premier trimestre 2012 (- 0,2 %). Sur un an, la baisse de l'emploi de ce secteur s'est accentuée (- 0,4 % après - 0,1 % fin 2011). Le nombre d'intérimaires en mission dans l'industrie (environ 7 % des effectifs salariés du secteur) a continué de se contracter pour le troisième trimestre consécutif. Sur un an, la baisse des effectifs intérimaires du secteur s'est accentuée (- 8,1 % après - 5,6 % au quatrième trimestre 2011).

Au niveau national, les industriels interrogés en juin 2012 font état d'une nouvelle dégradation de leur activité au deuxième trimestre 2012. Les carnets de commandes globaux et étrangers sont toujours jugés très peu étoffés. L'activité resterait mal orientée dans les prochains mois.

Lente amélioration dans la construction

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié dans la construction hors intérim (10 % des effectifs) a renoué avec la hausse au premier trimestre 2012 (+ 0,2 %). À la forte contraction de l'été 2011, avait succédé une stabilité des

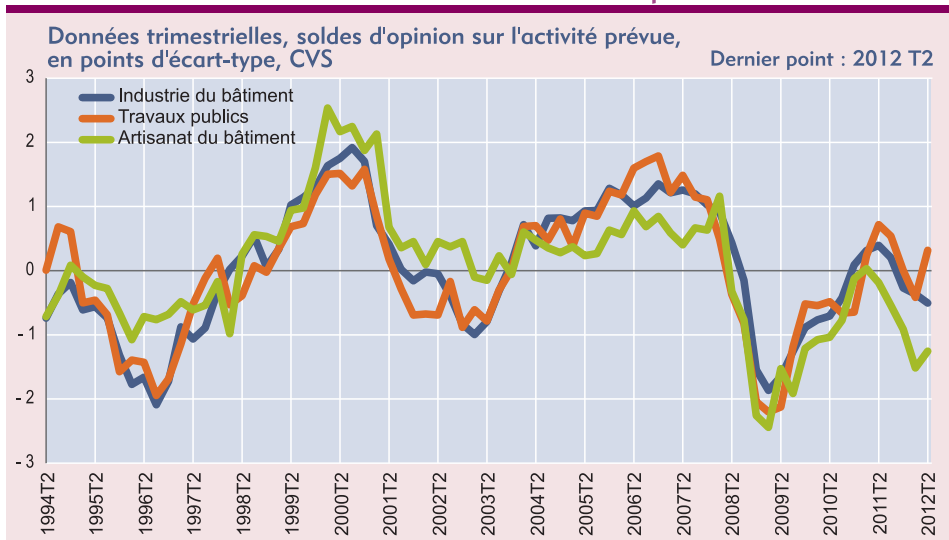
effectifs au quatrième trimestre 2011. Sur un an, les baisses d'emplois salariés de ce secteur ont été moins prononcées qu'au trimestre précédent (-0,9 % après -1,3 % au quatrième trimestre 2011). Le secteur a ainsi perdu 1 000 emplois sur un an contre 1 400 au trimestre précédent.

Le secteur de la construction semble en effet bénéficier d'une conjoncture qui s'est quelque peu améliorée dans la région. Tout d'abord, le nombre de mises en chantier² a fortement augmenté (+ 18 %) en 2011. Cette hausse, qui fait suite à trois années de forte baisse entre 2008 et 2010, bénéficie à la construction de logements neufs. Le nombre de mises en chantier reste cependant bien en deçà de son niveau d'avant crise. De même, les entrepreneurs du sous-secteur de l'entretien-rénovation (plus de la moitié du chiffre d'affaires du bâtiment) ont encore récemment signalé la poursuite du redressement de leur activité. Cependant, les perspectives d'activité restent incertaines. Les ventes de logements neufs sont en baisse pour le troisième trimestre consécutif dans la région. Ce repli s'explique par la nouvelle réduction des avantages fiscaux du dispositif Scellier début 2012, ainsi que par le resserrement des conditions d'octroi de crédits par les banques. Au cours du premier trimestre 2012, 2 500 maisons et appartements ont été vendus, soit un repli de 15,7 % (contre - 35 % en France métropolitaine). Signe de prudence des promoteurs, les mises en vente de logements sont également moins nombreuses (- 6,1 %). Enfin, le stock de logements neufs proposés à la vente fin mars 2012 est plus élevé de 23 % par rapport à celui de fin mars 2011. Le prix moyen au mètre carré des appartements neufs continue cependant d'augmenter (+ 3 % par rapport au premier trimestre 2011) ; et le prix moyen par lot dans le neuf (maison individuelle et son terrain) progresse de 3,6 % sur un an.

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans la construction hors intérim, a augmenté au premier trimestre 2012 (+ 0,4 %). Sur un an, la baisse des effectifs a ralenti (- 0,4 % après - 0,7 % le trimestre précédent). Le nombre d'intérimaires dans la construction (8 % des effectifs du secteur) augmente également (+ 3 400 emplois par rapport au quatrième trimestre 2011).

2. En date réelle.

Climat des affaires dans le bâtiment et les travaux publics en France



Lecture : le solde d'opinion relatif à l'artisanat du bâtiment est en repli au 1^{er} trimestre 2012, signe d'une détérioration de l'activité prévue.
Note : le solde d'opinion est la différence entre le pourcentage de réponses en hausse et le pourcentage de réponses en baisse pour une question donnée, ici l'activité prévue. Pour faciliter la comparaison entre les trois secteurs (travaux publics, industrie du bâtiment, artisanat du bâtiment), les données ont été centrées et réduites (moyenne nulle et écart-type égal à un).
Sources : Insee, enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise ; FNTF

Selon les entrepreneurs interrogés en avril, le climat conjoncturel dans les travaux publics s'est dégradé début 2012 mais s'améliorerait dans les mois à venir. Dans l'artisanat du bâtiment, l'opinion des artisans sur l'évolution des perspectives générales du secteur progresse légèrement. Enfin, les chefs d'entreprise de l'industrie du bâtiment sont pessimistes quant à leur activité en cours et à venir.

Perspectives nationales

Activité peu dynamique en 2012

Les tensions financières dans la zone euro s'avivent à nouveau depuis avril 2012, du fait de l'instabilité politique en Grèce et d'un regain d'inquiétude sur la stabilité financière dans plusieurs pays européens. Les informations conjoncturelles disponibles laissent d'ores et déjà attendre un ralentissement de l'économie mondiale au deuxième trimestre, avant un rebond au second semestre. Les divergences entre pays et zones devraient toutefois persister d'ici fin 2012. La zone euro serait ainsi toujours à la traîne, la croissance se prolongerait en Allemagne tandis que l'Espagne et l'Italie resteraient en récession. L'activité française demeurerait stable au deuxième trimestre 2012 puis repartirait lentement au second semestre (+ 0,1 % au troisième trimestre et + 0,2 % au quatrième). Elle serait soutenue par l'accélération des exportations et le redémarrage de la demande intérieure. Face à la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché de l'emploi conti-

nuerait de se dégrader : 25 000 emplois seraient ainsi perdus d'ici fin 2012. Enfin, le taux de chômage métropolitain augmenterait de 0,3 point, pour atteindre 9,9 % de la population active à l'issue de l'année 2012.

L'aléa essentiel qui entoure ces prévisions porte sur l'évolution de la crise des dettes souveraines dans la zone euro. Si les tensions venaient à s'intensifier, l'activité pourrait reculer jusqu'à la fin de l'année, en France et dans la zone euro. Si, à l'inverse, la confiance des agents économiques dans la capacité de la zone euro à surmonter la crise revenait rapidement, alors la croissance pourrait repartir plus vivement en France comme dans la zone euro.

Béangère Duploux
Éric Rubiloni

POUR EN SAVOIR PLUS

Retrouvez la note de conjoncture nationale de juin 2012 : "La zone euro sous tension" sur www.insee.fr

Institut National de la Statistique
et des Études Économiques
Provence-Alpes-Côte d'Azur
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10
Tél : 04 91 17 57 57 Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : **Renan Duthion**
Chef du service Études et Diffusion : **Olivier Biau**
Rédacteur en chef : **Claire Joutard**

© Insee 2012
Dépôt légal : juillet 2012
N° ISSN : 2114-8260
Réf : ANA122232